

En marge de la faillite du stalinisme

La victoire de Lénine (III)

Avertissement

Compte tenu de l'irrégularité de la parution de cette revue, ainsi que de la longueur du texte *En marge de la Faillite du Stalinisme : la victoire de Lénine*, nous avons jugé bon de resituer cette étude dans son cadre d'ensemble. En effet, la première livraison datant de 1992, précisait l'importance emblématique de Lénine derrière lequel se trouvait la première et seule révolution prolétarienne victorieuse à ce jour. Octobre est donc, grande nature la seule vérification pratique de l'ensemble des postulats du marxisme révolutionnaire et c'est d'ailleurs à ce titre que tous les révisionnismes l'ont attaqué. Il s'agit pour nous à la fois de défendre de la manière la plus intransigeante cette expérience révolutionnaire inégalée en expliquant pas à pas les différents mesures, politiques, ... tout en parvenant, de manière tout aussi dynamique à expliquer le processus amenant à la victoire définitive de la contre-révolution en URSS en 1928. C'est pourquoi, après avoir envisagé la formation et le développement du mode de production capitaliste en Russie (Mouvement Communiste n° 4), nous avons analysé quelques acquis politiques tel les questions de l'Etat, du Parti de l'insurrection (*Mouvement Communiste* n°6) pour ensuite envisager les différentes politiques qu'ont dû assumer les bolcheviques de 1917 à 1924, jusqu'à la faillite de la NEP et au 1^{er} plan quinquennal.

Parallèlement à ces politiques nous analyserons la dégénérescence du pouvoir ouvrier et le *Dernier Combat de Lénine*.

Nous toucherons également la question de la III^{ème} Internationale comme accélérateur de la vague révolutionnaire mais aussi de l'involution opportuniste et contre-révolutionnaire. L'ensemble de notre étude est donc aussi inscrite sous le signe d'une victoire militaire (1921) d'une défaite économique (du point de vue ouvrier) et d'une défaite politique (stalinisme) conditionnées toutes par l'erreur majeur d'appréciation quand à l'imminence de l'effondrement 'catastrophique' et définitif de la mode de production capitaliste dans les pays centraux. Si ces leçons a posteriori nous caractérisent, l'enjeu fondamental, révolution ou contre-révolution mondial, était bien présent chez les militants révolutionnaires bolcheviques de l'époque :

« Si dans un avenir rapproché la décomposition du capitalisme devait céder la place à des tendances décisives au rétablissement de la domination capitaliste, alors la pression bourgeoise sur le pouvoir prolétarien en Russie se renforcerait indubitablement entre deux possibilités: soit succomber en luttant, soit se transformer en instrument de développement bourgeois. »

K. **Radek**, *Les voies de la Révolution Russe*, EDI, p 88.

C'est dans ce même sens que nous avons été amené bien avant la fin de la publication de cette étude, à tirer certaines conclusions lors de discussion avec des camarades extérieurs à notre formation. Il nous a paru utile de, dès maintenant, cadrer la continuation de notre travail par la publication de ces quelques remarques.

L'étude et l'examen critique de la société russe sous Brejnev, Gorbatchev ou Eltsine, présente l'intérêt de rappeler les constantes des tâches du prolétariat dans cette zone ; elles ne sont pas différentes des autres régions du monde : destruction de l'appareil d'Etat bourgeois comme premier moment d'un processus révolutionnaire qui commence à mettre en place d'autres rapports de production.

Mais lesquels ? Répondre à cette question, c'est essentiel pour les mouvements à venir mais elle permet aussi d'éclairer ce qui s'est passé en 1917 en Russie. Cela permet aussi de ne pas tomber dans le piège de la question : *« Si vous dites qu'il y a eu contre-révolution sociale en Russie, à quelle date a-t-elle eu lieu ? »*. Type même de question qui en dit beaucoup sur l'incompréhension de la nature même du phénomène à expliquer...

Poser la question de cette façon, pousse à chercher préalablement la 'date' de la révolution communiste alors que celle-ci n'est pas un fait singulier mais un processus long, douloureux et contradictoire même si, à un moment donné, elle peut présenter des indices d'irréversibilité, même si elle a un début symptomatique. En fait, il n'y a pas de dates à donner si l'on se place du point de vue de l'analyse du mode de production dominant. Il n'y a tout simplement pas eu de contre-révolution sociale en Russie parce qu'il n'y a pas eu, à partir d'octobre 1917, d'aboutissement – même temporaire et partiel – de la révolution communiste à la hauteur du mode de production

L'encerclement économique et militaire de la Russie révolutionnaire, la guerre civile, une crise industrielle aiguë persistante, la désorganisation générale de la production et de l'agriculture, la faillite de la révolution mondiale... ont fait en sorte que l'activité autonome du prolétariat russe s'est globalement arrêtée en deçà de l'œuvre d'étranglement graduel du capitalisme : très tôt après octobre 1917, la possibilité et l'aptitude du prolétariat à opérer en profondeur une transformation des rapports de production ont fait défaut. Cela s'est traduit aussi par l'inévitable autonomisation de l'expression politique et militaire de la révolution, qui a été encore renforcée par certaines erreurs politiques du parti.

Parmi ces erreurs, la plus grave et dense de conséquences pour la révolution mondiale, a été celle de tenter des raccourcis tactiques multiples dans les autres pays (front unique politique avec la gauche bourgeoise, constitution de partis communistes avec des sociaux-démocrates, entrisme dans les syndicats d'Etat, parlementarisme, abandon de toute activité conspiratrice, soutien donné à des mouvements politiques de libération nationale anti-prolétariens) en vue d'une attente messianique et totalement injustifiée du point de vue de la théorie communiste classique, de la crise finale du capitalisme. Ces raccourcis étaient de nature opportuniste. Les

idéologies décadencistes, très présentes dans le mouvement communiste de l'époque, ont été à la base de ces frénétiques virevoltes politiques du parti bolchevik.

A partir du moment historique de l'épuisement de l'activité autonome de la classe ouvrière russe (1919), le parti bolchevik a été confronté à des circonstances inédites pour le mouvement révolutionnaire : il fallait gérer le repli stratégique d'une fraction de la classe ouvrière mondiale qui avait accédé au pouvoir politique dans un pays capitaliste faible. Toutes les initiatives prises par le parti bolchevik pour conserver le pouvoir politique révolutionnaire en l'état (Communisme de guerre, NEP, Kronstadt, Brest-Litovsk, restauration des directeurs d'usine, etc.), découlent directement ou indirectement de cette situation objective. Cet œuvre a échoué, la résistance du parti au pouvoir, désormais réduite aux terrains militaire et économique, se soldera par une victoire sur le premier terrain et par une cuisante défaite sur le deuxième. Ainsi, l'expérience de la Russie révolutionnaire ne nous a légué aucune recette économique efficace pour la transition au communisme ; en revanche, nous devons tout à la fois respecter, étudier, défendre et critiquer la totalité de ce processus révolutionnaire.

Au sein du parti bolchevik il y a bel et bien eu une contre-révolution politique qui a définitivement triomphé en 1928, mais celle-ci a été le reflet des caractéristiques spécifiques, largement objectives, du processus révolutionnaire en Russie et pas l'inverse. Si ce n'était pas le cas, il faudrait adhérer à la monstrueuse idée stalinienne d'une avant-garde qui, en toutes circonstances, se suffit à elle-même, et qui représente par droit divin une classe qui n'existe plus pour soi.

Au lieu de river l'œil sur le mouvement réel de la classe et sur celui du capital pour déceler ces caractéristiques spécifiques du processus révolutionnaire en Russie, tous – ultra-gauche comprise –, ont interprété ces phénomènes comme ayant été induits en premier lieu par l'action volontaire (bonne ou mauvaise, selon les goûts de chacun...) du pouvoir politique bolchevik.

Pour mémoire : Lénine sur la nature économique de la Russie immédiatement pré et post-révolutionnaire

• La Russie pré-révolutionnaire du XXème siècle est un pays capitaliste.

Si, en 1899, date de parution du livre de Lénine consacré au *Développement du capitalisme en Russie*, « dans un peu moins de la moitié des provinces russes domine le système capitaliste... » (p. 174 - Editions Sociales), cela n'empêche pas Lénine de définir, dès la fin du XIXème siècle la société russe comme « une société capitaliste où subsistent toutes sortes de vestiges et d'institutions du régime pré-capitaliste... » (pp. 544 et 545), où « le régime économique actuel repose sur l'économie monétaire... », où « la grande industrie manufacturière, ce petit domaine qui semble insignifiant aux populistes, renferme en réalité la quintessence des rapports sociaux contemporains. » (p. 545).

• L'autocratie russe est tout à la fois une entrave au développement capitaliste rapide de la Russie et son instrument à la mode prussienne.

« Si l'on compare ce rythme de développement à celui qui serait possible étant donné le niveau actuel, de la technique et de la culture, on doit reconnaître qu'effectivement, le développement du capitalisme en Russie est lent. Et il ne peut en être autrement, car aucun pays capitaliste n'a conservé une telle abondance d'institutions surannées, incompatibles avec le capitalisme dont elles freinent le progrès et qui aggravent considérablement la situation des producteurs souffrant à la fois du capitalisme et de son développement insuffisant. » (pp. 559-560). Par ailleurs, dans le *Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe 1905-1907*, écrit en 1907. I. Lénine remarque que : « l'autocratie devait entreprendre la destruction violente du Mir (N.d.R. propriété communautaire rurale) au profit de la propriété

privée du sol (cf. la législation agraire de M. Stolypine) ... et garder le pouvoir du seigneur sur la hase de l'évolution capitaliste à la manière prussienne ». (p. 164 - Editions Sociales).

• **La révolution russe (février - octobre 1917) a été une révolution prolétarienne en permanence qui établit la dictature politique du prolétariat en Russie.**

« Dans la révolution de 1917, d'une part le parti de la bourgeoisie impérialiste se transforma en parti républicain, d'autre part surgirent des organisations démocratiques, les Soviets, nées déjà en 1905, car les socialistes avaient compris dès ce temps-là qu'avec les Soviets quelque chose de grand, de nouveau, d'inconnu jusqu'alors entrait dans l'histoire de la révolution mondiale... Le passage du capitalisme au régime socialiste s'accomplit au milieu d'une lutte longue et acharnée. La révolution russe, renversant le tsarisme, a dû marcher toujours de l'avant, sans s'arrêter au triomphe de la révolution bourgeoise, parce que la guerre et les souffrances populaires inouïes avaient préparé le terrain pour l'explosion d'une révolution sociale ; rien n'est plus risible que l'affirmation que tout le développement ultérieur de la révolution, toutes les révoltes ultérieures des masses furent provoquées par un seul parti, un seul homme, par la volonté d'un dictateur, ainsi qu'on le proclame... Le peuple russe a fait un saut gigantesque -- d'un bond, il parvint du tsarisme aux Soviets. » (Lénine, article pour la Pravda du 09.01.1918).

• **Le mode de production socialiste n'existe pas dans la Russie révolutionnaire, qui, de recul en recul, – faute de révolution dans les pays capitalistes les plus forts, faute des destructions de la guerre impérialiste et de la guerre civile et faute aussi de la défaite politique du parti de son intérieur (stalinisme) en une situation de déclin de la mobilisation révolutionnaire des masses prolétariennes – perd même le pouvoir politique (1924) en faveur de la contre-révolution stalinienne (1924-1929).**

« Le problème qui se pose devant nous, c'est de jeter les fondements de l'économie socialiste. Est-ce fait ? Non, cela n'est pas fait. Nous n'avons pas encore de base socialiste. Les communistes qui s'imaginent que cela existe déjà, tombent dans la plus grande des erreurs. Il s'agit de délimiter fermement, clairement et sûrement les mérites de la révolution russe dans l'histoire mondiale – de tout ce que nous faisons si mal, de ce qui n'est même pas encore créé, de ce que nous devons encore refaire bien des fois. » (Lénine, Compte-rendu sténographique du XIème congrès du P.C., mars 1922). Et encore : *« Dans l'époque de la dictature du prolétariat l'économie en Russie représente la lutte que le travail organisé de manière communiste, à ses premiers pas, dans le cadre d'un Etat immense, mène contre la petite production marchande et contre le capitalisme qui s'est conservé et qui renaît sur la base de la petite production marchande »* ... *« Le socialisme, c'est la suppression des classes. Pour abolir les classes il est nécessaire avant tout d'abattre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Cette partie de la tâche nous l'avons exécutée, mais c'est seulement une partie de la tâche, et pas la plus difficile. Pour abolir les classes il est nécessaire, en deuxième lieu, de détruire la différence qui existe entre prolétaire et paysan, faire de chacun un travailleur. Et il est impossible de le faire de but en blanc. Ce problème est beaucoup plus complexe et, par la force des choses, sa solution requiert un long laps de temps. Il est impossible de le résoudre en abattant une classe. Il peut être résolu seulement en réorganisant toute l'économie sociale, par le passage de la petite production marchande, individuelle, isolée, à la grande économie sociale. Un tel passage s'accomplit nécessairement avec beaucoup de lenteur. »* ... *« Le socialisme, c'est la suppression des classes. La dictature du prolétariat a fait tout ce qu'elle a pu pour les supprimer. Mais il n'est pas possible de les éliminer d'un coup. Et les classes sont restées et resteront durant l'époque de la dictature du prolétariat. Le jour où les classes disparaîtront la dictature sera inutile, mais celles-ci ne disparaîtront sans*

la dictature du prolétariat. Les classes demeurent, mais à l'époque de la dictature du prolétariat le caractère de chaque classe change, et changent aussi les rapports réciproques entre les classes. A l'époque de la dictature du prolétariat, la lutte des classes ne disparaît pas, elle assume simplement d'autres formes. » (Lénine, *Economie et politique à l'époque de la dictature du prolétariat*, 30.10.1919). Et encore : « Pendant trois ans, nous n'avons pas pu venir à bout de notre tâche économique. Le problème s'est révélé insoluble dans un espace de temps si court, dans les conditions de ruine, de misère, d'état arriéré en fait de civilisation où nous nous trouvons. Mais notre assaut ne fut pas inutile et ne passa pas sans laisser de trace. Nous nous trouvons maintenant dans la nécessité de reculer encore un peu, non seulement vers le capitalisme d'Etat, mais vers la réglementation du commerce et de la circulation monétaire par l'Etat. » (Lénine, *Pravda*, 03.11.1921).

Dans *L'impôt de nature*, écrit en mai 1921, Lénine énumère « les différents types socio-économiques présents en Russie... 1) l'économie patriarcale, c'est-à-dire, en large partie naturelle et paysanne ; 2) la petite production mercantile (qui comprend la majorité des paysans qui vendent le blé) ; 3) le capitalisme privé ; 4) le capitalisme d'Etat , 5) le socialisme... », pour, plus loin, affirmer qu'« en Russie prédomine actuellement le capitalisme petit-bourgeois, duquel part une seule et unique voie qui amène soit au capitalisme d'Etat, soit au socialisme... » Ici, le capitalisme d'Etat est clairement identifié comme alternatif, antagonique au socialisme.

• **La contre-révolution bourgeoise stalinienne ne doit pas détruire le socialisme pour restaurer le capitalisme parce que le socialisme, au moment de la reprise du pouvoir politique par la bourgeoisie, n'a pas encore de base économique dominante. Le capitalisme d'Etat et la nationalisation des moyens de production ne constituent pas cette base.**

« *Peut-on combler, allier, associer l'Etat soviétique, la dictature du prolétariat au capitalisme d'Etat ?* Oui, bien sûr. C'est ce que j'ai démontré en mai 1918... J'ai prouvé que le capitalisme d'Etat est un pas en avant par rapport à l'élément petit-proprétaire, petit-patriarcal, petit-bourgeois. On commet une foule d'erreurs en ne comparant le capitalisme d'Etat qu'avec le socialisme, alors que, dans la situation actuelle, on doit absolument le comparer aussi avec la production petite-bourgeoise... Nous devons utiliser le capitalisme d'Etat comme maillon intermédiaire entre la petite production et le socialisme... »

«Le capitalisme d'Etat, c'est le capitalisme auquel nous devons fixer des bornes (que nous n'avons pas su fixer jusqu'à présent) ... », (Lénine, *Compte-rendu sténographique du XIème congrès du P.C.*, mars 1922). « *La nationalisation du sol, dans le cadre des rapports capitalistes de production, c'est la remise de la rente à l'Etat, ni plus, ni moins ...* »

(Lénine, *Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe 1905-1907*, 1907).

Dans le même texte, Lénine définit la nationalisation comme « un complet affranchissement de la terre bourgeois ». Dans le cadre de la dictature du prolétariat, toujours d'après ce texte de Lénine, « la nationalisation du sol est non seulement le dernier mot de la révolution bourgeoise, mais aussi un pas fait vers le socialisme. »

Introduction

Durant la parution des premiers chapitres de ce travail (cf. *Mouvement Communiste* n° 4 et n° 6), l'historiographie bourgeoise a elle aussi labouré le sujet par de nouveaux ouvrages défendant son point de vue de classe. L'un de ceux-ci a été présenté par la presse unanime, comme la somme définitive de ces 75 dernières années.

Il s'agit de l'ouvrage de l'ex-stalinien et Kgbiste, reconverti en apôtre de la démocratie, le général Dimitri Volkogonov¹ qui tend à démontrer la vieille thèse selon laquelle « *Staline, son système et ses successeurs dérivent directement de Lénine, de ses théories et sa pratique* ». Délaissant délibérément toute analyse théorique rigoureuse, Volkogonov additionne les anecdotes (dont certaines effectivement inconnues) afin de démontrer le caractère monstrueux, machiavélique et antidémocratique de Lénine.

Pour le marxisme orthodoxe, ces 450 pages fielleuses recèlent, de manière involontaire quelques descriptions factuelles très sympathiques de l'action bolchevik. Au-delà des jugements moralisateurs, les faits 'scandaleux' relevés par Volkogonov, ne peuvent que réjouir tout ouvrier conscient.

Notons en quelques uns au passage, afin de confirmer, si besoin est, l'essentiel de nos thèses développées tout au long de cette étude :

« *Alors que des millions de personnes mouraient de faim et de maladie, le Politburo dilapidait l'or des tsars pour allumer la révolution dans d'autres pays.* » (P. 89)

« *Il serait difficile de trouver dans l'histoire un parti politique avant travaillé à la défaite de son pays avec autant de zèle et de détermination que les bolcheviks.* » (P. 127)

« *Bientôt serait raflé tout ce qui pourrait l'être, tandis que la bourgeoisie elle-même serait envoyée nettoyer la neige sur les voies de chemin de fer, creuser des fossés, couper du bois de chauffe. Les bourgeois seraient jetés hors de leurs appartements, ou contraints à la promiscuité avec d'autres, et privés de leurs cartes de rationnement dès 1917.* » (P. 162)

« *Les bolcheviks avaient tout détruit en Russie : le gouvernement provisoire faible et inefficace, la propriété privée, la commune paysanne et l'église. Tout ce qui était léniniste était anticapitaliste, antidémocratique, antilibéral, antiréformiste, antihumain et antichrétien. Il n'y a sans doute pas eu un autre personnage dans l'histoire de l'humanité qui ait réussi à changer aussi profondément que l'a fait Lénine une société à une échelle aussi vaste.* » (P. 309)

Il y a des charges critiques de nos ennemis avérés qui sont infiniment plus valorisantes que ces lamentations de faux amis pseudo-révolutionnaires qui, au lieu de clairement tout rejeter, passent leur temps à essayer de découvrir jusqu'à quel point (ou quelle date) Lénine avait raison.

Pour notre part, il s'agit de réexposer les fondements communistes et révolutionnaires de l'action de Lénine et par là, de démontrer sa victoire pratique. A l'opposé de ce que prétend Volkogonov, l'histoire de l'œuvre de Lénine n'est pas la défaite dans la victoire, mais sa victoire dans la défaite de la révolution.

B) Les acquis matériels

1) La question de l'autodétermination en pratique

La base théorique de cette question est résumée par Lénine en ces termes² :

¹ Cf. *Le vrai Lénine, d'après les archives secrètes soviétiques*, par Dimitri Volkogonov, Editions R. Laffont, Paris, 1995.

² Dans ce bref chapitre nous ne développerons pas la globalité de la conception marxiste de la question des nationalités dans les deux phases historiques du MPC, laissant celle-ci à des textes ultérieurs de notre mouvement. Notons néanmoins que nous avons déjà touché cette question à travers notre analyse de la guerre d'Irak (cf. *La question des nationalités aujourd'hui : le paradigme palestinien*, in MC n° 2).

« Les nations sont un produit et une forme inévitables de l'époque bourgeoise de l'évolution des sociétés. La classe ouvrière n'aurait pu se fortifier, s'aguerrir, sans être 'nationale' (« quoique nullement au sens bourgeois du mot »). Mais le développement du capitalisme brise sans cesse les barrières nationales, détruit l'isolement national, substitue les antagonismes de classes aux antagonismes nationaux. »

Lénine, *Karl Marx et sa doctrine*, 1914, Œuvres, .21.

Ou, pour être encore plus précis :

« Le marxisme est incompatible avec le nationalisme, même le plus 'juste', le plus 'pur', le plus raffiné et le plus civilisé des nationalismes. Le marxisme substitue à toutes les formes de nationalisme un internationalisme qui est la fusion de toutes les nations dans une unité supérieure. »

Lénine, cité par Carr, *La révolution bolchevique*, T. 1, P. 434.

Cette position classique du marxisme une fois reprécisée, Lénine, en bon dialecticien va nullement nier la réalité des contradictions et des oppressions spécifiques produites par la question des nationalités, elles-mêmes déterminées par la dynamique du développement inégal du MPC ; de son développement concurrentiel et antagoniste (chasse à la plus-value extraordinaire et tendance toujours contrecarrée aux monopoles, création de marchés unitaires, constitution du marché mondial des marchandises capitalistes). C'est pourquoi après avoir mis clairement en évidence que *« les différences et les antagonismes nationaux disparaissent de plus en plus à mesure qu'on approche du socialisme. »* Lénine comprit pratiquement la réalité des oppressions nationales en tant que facteur *« à validité ni durable ni absolue »* de développement du mouvement révolutionnaire. Il est en effet incontestable que l'oppression nationale grand-russe exercée par l'empire tsariste, *« prison des peuples »*, en tant qu'Etat capitaliste sur les nombreuses nationalités non russes (et en premier lieu sur les Juifs) détermina de nombreux prolétaires, non seulement à lutter contre cette oppression nationale, mais bien de plus en plus contre l'ensemble du système capitaliste générant cette oppression. Il est significatif de constater que la très grande majorité des 'vieux bolcheviks' et chefs ouvriers étaient tous issus peu ou prou de ce creuset révolutionnaire des nationalités opprimées. On pense à Zinoviev, Kamenev, Radek, Rakovski, Piatakov, Trotsky, Dzerjinsky, Ordjonikidzé, Staline, Ioffé, Ouritski ...

Plus fondamentalement cette question était alors un catalyseur de la lutte de classe et de la lutte pour la révolution sociale.

« Supposer qu'une révolution sociale est pensable sans une révolte des petites nationalités dans les colonies et en Europe, sans des explosions révolutionnaires de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans le mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes inconscientes contre l'oppression de la noblesse, des églises, des monarchies et des nations étrangères - supposer cela serait ABJURER la révolution sociale. »

Lénine, 1916, Œuvres, T. 19.

Contrairement à l'indifférentisme qui néglige cette question au profit de la phrase internationaliste, la révolution d'Octobre et la politique des bolcheviks au pouvoir, sont incompréhensibles sans l'intégration du facteur de la lutte des nationalités opprimées en tant qu'élément 'impur' de la lutte pour la révolution communiste.

« Déclarer la guerre à l'oppression nationale, aux préjugés nationaux, proclamer l'union internationale pour la lutte contre le capital et l'union économique universelle du prolétariat victorieux, tout cela ne peut suffire aux travailleurs. Ils doivent aussi rechercher les moyens efficaces pour faire disparaître le plus rapidement possible dans les masses ouvrières tout égoïsme et tout chauvinisme, toute mesquinerie et toute méfiance nationale ainsi que tout orgueil patriotique. »

N. **Boukharine** et **E. Preobrajenski**, *L'ABC du communisme*, 1919. T. 2, P. 35.

Et plus clair encore :

« D'autre part, à l'opposé des proudhoniens qui 'niaient' la question nationale 'au nom de la révolution sociale', Marx mettait au premier plan en considérant par-dessus tout les intérêts de la lutte de classe du prolétariat des pays avancés, le principe fondamental de l'internationalisme et du socialisme : un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre. »

Lénine, *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles mêmes*, 1916, Œuvres, T. 22.

Lénine a toujours très méticuleusement veillé à différencier nettement toute la pratique des bolcheviks en ce qui concerne les questions des nationalités de toute ressemblance, même formelle, avec la politique grand-russe du tsarisme (perpétuée, elle, clairement par Staline). Cette approche est explicite dans la constitution de 1918 :

«Chapitre V:

20. *En raison de la solidarité des travailleurs de toutes les nations, la R.S.F.S.R. accorde tous les droits politiques des citoyens russes aux étrangers résidants sur le territoire de la république russe pour y travailler et appartenant à la classe ouvrière ou aux paysans qui ne vivent pas du travail d'autrui, et reconnaît aux Soviets locaux le droit d'accorder à ces étrangers le droit de citoyenneté russe sans autres formalités.*

21. *La R.S.F.S.R. accorde le droit d'asile à tous les étrangers persécutés pour des délits politiques ou religieux.*

22. *La R.S.F.S.R. reconnaissant l'égalité de droit de citoyens indépendamment de leurs races et de leurs nationalités, déclare incompatible avec les lois fondamentales de la république la tolérance de privilèges et de préférences quelconques établies sur ces bases, ainsi que l'oppression quelconque des minorités nationales ou la limitation de leur égalité juridique. »*

G.Desolre, *Les 4 constitutions soviétiques*, Ed. Savelli, 1977.

Mais cette question avait déjà surgi et agité la social-démocratie d'avant-guerre et principalement son aile révolutionnaire. Cette polémique devint célèbre. Avant celle de Strasser et Pannekoek contre O. Bauer³ lorsque R. Luxembourg et L. Jogiches lancent le débat dans le parti social-démocrate de Pologne (cf. *Le développement industriel de la Pologne*, 1894 ainsi que dans la revue *Sprawa Robotnicza*) qui allait déterminer une scission dans ce parti (P.P.S.) entre l'aile droite-nationaliste (dont le chef était Pidulski qui allait par la suite s'illustrer dans la répression anti-ouvrière et la lutte contre la Russie révolutionnaire), et l'aile gauche qui fondera le S.D.K.P. et qui, après l'adhésion en

³ Lire à ce propos *Nation et lutte de classe*, O. Strasser et A. Pannekoek, UGE.

décembre 1899 des sociaux-démocrates de Lituanie, avec Félix Dzerjinski allait s'appeler S.D.K.P.I.L.

Il s'agissait essentiellement pour Luxembourg de démontrer le caractère économiquement invivable d'une quelconque indépendance de la Pologne. D'après elle, il fallait :

« S'opposer à toute tentative pour séparer la Pologne Russe de la Russie et la rattacher aux autres territoires annexés de la Pologne, afin de former un Etat ayant une unité nationale ou linguistique qui en reviendrait à nier toute l'évolution et tous les progrès accomplis au cours des cinquante dernières années. »

Cité par **J.P. Netti**, *La vie et oeuvre de R. Luxembourg*, Ed. Maspéro.

Il fallait donc, dans la conception de Luxembourg et de ses amis, que la Pologne reste intégrée à la Russie, ce qui se justifiait du point de vue économique par l'immense interdépendance entre la Pologne et la Russie.

« Nous devons apprendre à l'ouvrier polonais à abandonner ses utopies nationalistes et lui montrer que ses intérêts nationaux seront mieux défendus s'il lutte en tant que social-démocrate et non en affirmant sa qualité de polonais en s'alliant aux partis nationalistes. »

R. Luxembourg, cité par Netti, P. 176.

« A ce point de vue, la culture des traditions de vieux nationalisme et l'effort pour détourner la classe ouvrière polonaise de la voie de la lutte de classe pour la mener dans l'impasse de l'utopie du rétablissement de la Pologne, ce qu'a fait pendant douze ans le social-patriotisme, est, au fond, une politique foncièrement antinationale malgré son caractère nationaliste. » **R. Luxembourg**, idem.

Ainsi, en cohérence avec sa position, R. Luxembourg proposa, purement et simplement la fusion du S.D.K.P.I.L. avec le P.O.S.D.R. ce à quoi Lénine répondit essentiellement, non pas du fait du principe abstrait du 'droit à l'autodétermination' de la Pologne mais bien surtout afin de ne pas reproduire au sein du P.O.S.D.R. une situation qui aurait pu s'apparenter à la politique grand-russe du tsarisme, à savoir l'assimilation forcée des nationalités considérées comme subalternes au sein de l'empire. En ce sens, Lénine définit la tâche des marxistes révolutionnaires comme essentiellement négative : lutter contre toute oppression nationale, mais sans soutenir pour autant le nationalisme bourgeois ou petit-bourgeois.

« Les marxistes sont, bien entendu, hostiles à la fédération et à la décentralisation pour cette simple raison que le développement du capitalisme exige que les Etats soient les plus grands et les plus centralisés possibles. Toutes conditions étant égales, le prolétariat conscient sera toujours partisan d'un Etat plus grand. Il luttera toujours contre le particularisme médiéval et verra toujours d'un oeil favorable se renforcer la cohésion économique de vastes territoires sur lesquels pourra se développer largement la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie (...)

Mais il serait impardonnable d'oublier qu'en défendant le centralisme, nous défendons exclusivement le centralisme démocratique. A cet égard, l'esprit petit-bourgeois en général et l'esprit petit-bourgeois nationaliste (feu Dragomanov y compris) en particulier ont tellement embrouillé ce problème qu'il nous faut une fois de plus consacrer un certain temps à démêler l'écheveau (...).

Il est ridicule de parler des conditions et des nécessités du capitalisme moderne et de se baser sur les décisions administratives officielles de la Russie, qui ne sont ni 'modernes', ni

'capitalistes', mais médiévales, féodales, bureaucratiques, et en les prenant au surplus sous leur forme la plus sommaire (en considérant les provinces et non les districts). Il est clair comme le jour qu'il ne saurait être question d'aucune réforme locale quelque peu sérieuse en Russie, sans l'abolition de ces décisions et leur remplacement par des décisions véritablement 'modernes' et répondant vraiment aux intérêts non pas du Trésor, de la bureaucratie, de la routine, des grands propriétaires fonciers, du clergé, mais du capitalisme. On peut être sûr, à ce propos, que, parmi les besoins actuels du capitalisme, figurera la nécessité de l'homogénéité la plus grande possible de la composition nationale de la population, car le caractère national, l'identité de la langue, est un facteur important pour la conquête totale du marché intérieur et pour la liberté totale des échanges économiques.

Chose curieuse, cette erreur évidente de Rosa Luxembourg est reprise par le Bundiste Medem, qui tient à démontrer non pas les particularités 'exceptionnelles' de la Pologne, mais l'inanité du principe de l'autonomie nationale territoriale (les bundistes sont partisans de l'autonomie nationale extraterritoriale !) »

Lénine. *Notes critiques sur la question nationale.* Œuvres, T. 20, P. 9-46.

La confirmation — vérification scientifique de la position de Lénine — s'exprimera quelques années plus tard (1920) lorsque l'armée rouge de l'Etat ouvrier se trouva aux portes de Varsovie et lorsqu'une guerre révolutionnaire de classe se trouva *de facto* transformée en guerre nationale, en raison de la réaction séculaire du peuple polonais, toute classes confondues, à 'l'invasion russe'. Pierre Broué note à ce propos :

« Trotsky, s'il demeurait convaincu que la révolution était à l'ordre du jour en Pologne, ne pensait pas cependant qu'elle put se produire au début de la guerre ; il était convaincu, en outre, que l'entrée sur le territoire polonais d'une armée russe, même sous le drapeau rouge, serait ressentie comme une invasion à la façon tsariste et provoquerait un sursaut national en Pologne. Mis en minorité, il s'inclina, attendant sans joie que l'Histoire lui donne raison – ce qu'elle fit très vite. »

P. Broué, *Trotsky*, Ed. Fayard, P. 269.

C'est à la suite de cette malheureuse expérience que Lénine exprima sa célèbre idée selon laquelle : *« On n'exporte pas la révolution à la pointe des baïonnettes »*, confirmant en cela la critique de Trotsky sur les *« missionnaires bottés »*.

La sous-estimation, dans ce cas, de la réalité du sentiment national au sein même de la classe ouvrière – en contradiction flagrante avec l'analyse de Luxembourg – se matérialisa, indépendamment de la phrase internationaliste et de la volonté d'étendre la révolution, en une défaite militaire faisant elle nettement reculer les tentatives de généraliser et d'unifier le processus révolutionnaire vers l'Ouest, condition sine qua non au maintien du pouvoir soviétique en Russie.

Encore une fois, il s'agissait de contrecarrer, d'annihiler le sentiment national bourgeois au sein de la classe ouvrière polonaise, non pas avec des phrases globalement 'justes' et 'rouges', mais de contourner pratiquement cette problématique en assumant même des compromis et un repli temporaire stratégique, pour ne pas devoir subir une défaite militaire qui pesa très lourd dans la suite de l'affrontement de classe à l'échelle mondial. En ce sens, des concessions, des compromis tactiques comme ceux réalisés avec la Finlande et les Etats de la Baltique (Estonie, Lituanie, Lettonie) ne sont pas des concessions à l'idéologie nationaliste, mais un contournement de cette question afin d'éviter que la tentative de sa résolution en force et de face, n'entraîne une réaction

contraire et antagonique funeste, beaucoup plus dangereuse car de nature interclassiste et nationaliste bourgeoise.

Ainsi, de la même manière dans la question des communistes géorgiens où Lénine, malade, dépensa ses dernières forces (1923-1924), la position, formellement internationaliste de Staline (eh oui!) et d'Ordjonikidze créa un abcès de fixation tel qu'il faillit mettre en péril le précaire équilibre entre les différentes républiques qui constitueront, début des années vingt, l'URSS. La position des 'Géorgiens' que défendait dans un ultime combat Lénine et 'Trotsky était limpide :

« L'unification proposée sur la base des thèses du camarade Staline sous forme d'autonomisation des Républiques indépendantes, doit être considérée comme prématurée.

Au contraire, l'unification des efforts économiques et de la politique commune doit être considérée comme indispensable, mais en sauvegardant tous les attributs de l'indépendance. »

Cité par **M. Lewin** in *Le dernier combat de Lénine*, Ed. Minuit, P. 59.

Comme dans la question polonaise, l'internationalisme de la phrase ne servait dans les faits qu'à cristalliser une réelle réaction nationaliste. Contre cette situation Lénine écrivit une petite note célèbre à Kamenev, qui pourtant ne fut rendue publique que beaucoup plus tard :

"Camarade Kamenev! Je déclare la guerre, non pas une petite guerre mais une guerre à la vie et à la mort, au chauvinisme grand-russien. Dès que je me serai débarrassé de ma maudite dent, je le dévorerai de toutes mes dents saines. Il faut absolument pour que

un Russe,

un Ukrainien,

un Géorgien, etc.

président à tour de rôle le C.I.K. de l'Union.

Absolument !

Votre Lénine. » Cité par **M. Lewin**, idem, P. 64.

Pour Lénine, l'ensemble de la question des nationalités devait être résolue et non pas supprimée, ou pire, niée. Il fallait continuer à lutter contre la puissante tradition d'oppression qui caractérisait l'Etat tsariste et qui caractérisera, en une réelle continuité contre-révolutionnaire, toute la politique stalinienne jusqu'à aujourd'hui. La réalité de l'oppression capitaliste sur certaines nationalités, races, ethnies, ne se résoudra pas d'un coup, a fortiori d'un coup de plume, par des phrases internationalistes, mais bien par la résolution progressive et internationaliste dans le cours même du processus de dictature du prolétariat.

« L'internationalisme du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite 'grande' doit consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant de la part de la nation qui opprime, de la grande nation, l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie. » **Lénine**, Œuvres, T. 36, P. 621.

Comme d'autres questions léguées au prolétariat par le capitalisme, il s'agira de les annihiler (ce qui ne signifie nullement les nier ou les camoufler par le radicalisme de la phrase) quitte à devoir faire une série de concessions secondaires afin de préserver le

principal : le caractère transnational du pouvoir ouvrier, même dans un bastion isolé. C'est cette réalité qu'expriment de manière imagée Boukharine et Préobrajenski en 1919.

« Ainsi les communistes, tout en étant contre la division du prolétariat en pays différents, surtout lorsque ces pays sont liés économiquement, peuvent admettre toutefois une séparation temporaire. De même, une mère laisse son enfant toucher au feu, afin qu'il en perde le désir pour toujours. »

L'ABC du communisme, T. 2, 1919, P. 39.

En ce sens, la structure fédérative de l'URSS trouve toute sa justification car préservant le principal : la centralisation économique (planification centrale), la centralisation militaire ainsi que celle politique dont par exemple le monopole du commerce extérieur ou la centralisation du système scolaire. Dans ce cadre, la dictature ouvrière est compatible avec une autonomie administrative de certaines régions, ainsi qu'avec une autonomie linguistique⁴.

Lorsqu'on regarde la situation actuelle d'éclatement et de guerres au sein de l'ex-empire du 'socialisme réel', on ne peut que constater la faillite complète du stalinisme et, en ce qui nous intéresse ici, la faillite de la politique stalinienne en ce qui concerne la négation du fait national (déportation massive et massacre de population sur base nationale, ethnique, raciale ou religieuse comme les Karatchais, Kalmouks, Tchétchènes, Ingouches, Tatares, ... sans compter le retour ouvert à l'antisémitisme) au profit du maintien de la domination de la nationalité grand-russe, en tant que ciment de la classe bourgeoise au pouvoir sous Staline et ce. jusqu'à Eltsine. Rien ne marque plus la discontinuité entre la politique nationale du temps de Lénine (et ce la plupart du temps contre le commissaire du peuple aux nationalités Staline) et celle développée par la suite, compatible seulement avec la restauration de la dictature capitaliste, et en parfaite continuité avec l'époque tsariste.

De la même manière il est à souligner que la politique de Lénine est cadrée par la réalité de la dictature ouvrière et est en ce sens de nature différente de la stratégie de l'I.C. qui, depuis le congrès de Bakou (1920), vise à combler artificiellement le manque de combativité des ouvriers d'Occident (changement dans le rapport de force mondial) par un soutien de plus en plus ouvert au nationalisme bourgeois dans les pays coloniaux. Funeste position qui se révélera être pleinement contre-révolutionnaire lors de l'éclatement des insurrections ouvrières de Canton et Shanghai en 1927, complétant ainsi sinistrement la victoire de la Restauration capitaliste en URSS connue sous le slogan du 'socialisme en un seul pays'.

Ainsi l'on vit un glissement de plus en plus net entre d'une part l'affirmation :

« Il faut donc rappeler inlassablement aux masses paysannes de l'Orient, que la seule libération du joug des conquérants étrangers ne leur donnera pas de liberté véritable, il importe aussi qu'elles s'affranchissent de leurs oppresseurs, de leurs despotes, de leurs propriétaires esclavagistes, qu'elles créent leur propre pouvoir soviétiste paysan, qu'elles s'allient aux républiques soviétistes de l'Europe, pour combattre la bourgeoisie internationale. Aussi longtemps que le monde entier ne sera pas une immense fédération des

⁴ Le prolétariat au pouvoir et son État ne pourront pas ainsi imposer du jour au lendemain une langue 'ouvrière' (et laquelle?) et devront dans un processus lent et difficile d'abord 'parler toutes les langues', considérées par le marxisme orthodoxe en tant qu'outil de travail, pour progressivement favoriser l'émergence d'une humanité unifiée dont la langue unique sera une des expressions.

Républiques Soviétistes ouvrières et paysannes, au sein desquelles toute exploitation et toute oppression auront été bannies, la classe paysanne de l'Orient ne sera pas véritablement libre. Ce n'est que par la victoire définitive de la révolution sociale, par l'institution du régime communiste dans tous les pays que les masses paysannes de l'Orient s'assureront la possibilité de jouir librement de tous les produits de leur travail. »

Discours de Bela-Kun, Sixième séance du premier congrès des peuples de l'Orient, Bakou, 6 septembre 1920, Ed. de l'I.C., 1921.

Et, d'autre part, la prolifération des consignes visant à faire des communistes de simples 'agents de gauche' au sein même des partis nationalistes bourgeois.

« Le parti communiste chinois doit s'efforcer de faire du Kuomintang un véritable parti du peuple, un solide bloc révolutionnaire du prolétariat, de la petite bourgeoisie urbaine, de la paysannerie et des autres classes opprimées et exploitées qui doivent lutter énergiquement contre l'impérialisme et ses agents.

Pour y parvenir, le parti communiste doit travailler selon les directives suivantes :

- a) Lutte systématique et résolue contre l'aile droite et l'idéologie de Dai Ji-tao et ses tentatives de transformer le Kuomintang en parti bourgeois ;*
- b) Formation définitive d'une aile gauche en étroite collaboration avec elle. Les communistes ne doivent pas prendre mécaniquement la direction de cette aile ;*
- e) Critique positive du centre qui oscille entre l'aile gauche et l'aile droite, entre le développement de la révolution et un compromis avec l'impérialisme. »*

Thèses sur la situation en Chine, 7ème exécutif élargi de l'I.C., 1925. in *La question chinoise dans l'I.C.*, EDI, P. 44⁵

Il n'en demeurera pas moins que ce glissement vers la tragédie contre-révolutionnaire de 1927 avait déjà ses racines dans l'application abusive mécanique et faussement généralisée (comme sur d'autres questions) de la situation en URSS en tant que tactique valable dans toutes les situations de type coloniale (IIIème et IVème Congrès de l'I.C.)⁶ et ce sans prendre en compte l'analyse de la phase historique du développement du MPC par rapport à la question nationale. Or, il revient une fois de plus à Lénine d'avoir défini clairement deux attitudes marxistes à l'égard de cette question, correspondant aux deux phases historiques du MPC :

« Le capitalisme en développement connaît deux tendances historiques sur la question nationale. La première est l'éveil de la vie nationale et des mouvements nationaux, la lutte contre toute oppression nationale, la création d'Etats nationaux. La seconde est le développement et l'augmentation de la fréquence de toutes sortes de relations entre les nations, la suppression des barrières nationales, la création de l'unité internationale du capital et de la vie économique en général, de la politique, de la science, et ainsi de suite. Ces deux tendances sont la loi universelle du capitalisme. La première prédomine au début de son développement, la seconde caractérise le capitalisme mûr au moment où il approche de sa transformation en une société socialiste. Le programme national des marxistes tient compte de ces deux tendances, défendant, dans le premier cas, l'égalité de droits des nations et langues, l'inadmissibilité de quelques privilèges de quelque espèce

⁵ Nous reviendrons en détail sur la question chinoise dans un prochain travail de notre mouvement.

⁶ Le parti bolchevik n'a par exemple jamais poussé son intégration au sein d'un bloc inter-classiste à dominante nationaliste bourgeois !

que ce soit sous cet angle et aussi le droit des nations à l'autodétermination, et, dans le second cas, le principe de l'internationalisme. »

Lénine, Œuvres, T. L7, P. 139-L40, cité par Carr, T. I, P. 433.

De cette analyse, et à l'opposé même de la tactique qui prédominera dans l'I.C., le marxisme orthodoxe définit pour la phase spécifiquement capitaliste, caractérisée non seulement par l'envol de la plus-value relative, mais également par la constitution définitive du marché mondial des marchandises capitalistes, l'impossibilité de luttes pour la 'libération nationale', et ce principalement du fait que la phase où se sont constitués de véritables Etats nationaux (unification du marché intérieur) est globalement achevée début du 20ème siècle, et revendique — comme Lénine — la seule attitude adéquate à notre période, l'internationalisme intransigeant. Cela ne signifiant pas l'inexistence (ou la non persistance) de l'oppression nationale, mais le fait que cette dernière ne peut être solutionnée que dans le cadre de la dictature révolutionnaire du prolétariat mondial.

La gauche communiste avait déjà fait sienne cette position lorsqu'elle affirmait :

« La position du prolétariat dans tous les pays doit consister en une lutte sans merci contre toutes les positions politiques qui tendent de le rattacher à la cause d'une constellation impérialiste ou d'une autre ou à la cause de telle ou telle nation coloniale, une cause qui a pour fonction de cacher au prolétariat le véritable caractère du nouveau carnage mondial. » Bilan, n° 16, 1934.

La pratique de Lénine concernant les questions de nationalités en URSS a donc toujours été déterminée par la primauté de la défense de la révolution ouvrière, révolution qui est la seule capable de dépasser et de résoudre progressivement la réalité des différences entre les nationalités héritées du capitalisme.

Ce facteur essentiel dans le déclenchement de la révolution d'Octobre s'est ainsi transformé, avec le dépérissement du pouvoir prolétarien et la victoire de la contre-révolution stalinienne, en un élément central de la nouvelle dictature capitaliste en URSS, substituant aux antagonismes de classes les différentes hiérarchisations basées sur la nationalité, la race, l'ethnie ... afin de maintenir le plus possible la domination bourgeoise sur un prolétariat battu et ainsi divisé.

Aujourd'hui encore, la multiplication des conflits de nationalités oblige le prolétariat et son avant-garde à mener à la fois une lutte frontale contre tout nationalisme, et à tenir compte dans la réalité de la vie de la classe ouvrière des divisions et oppressions spécifiques qui, si elles ne sont pas positivement résolues (grâce notamment à certaines concessions sur des questions telles la langue ou une certaine autonomie administrative pour des bastions prolétariens, dans le cadre de la dictature ouvrière) deviendront des abcès de fixations contre-révolutionnaires, produisant le pire des nationalismes, directement opposé à la lutte de la classe révolutionnaire. Il s'agit donc d'une des questions (avec celle dite 'paysanne') où l'efficacité du parti devra se matérialiser dans des tactiques souples et performantes, bien entendu toujours en parfaite cohérence avec l'essence internationaliste de la classe ouvrière ou, mieux dit, où l'internationalisme prolétarien programmatique devra se manifester par sa réelle capacité concrète à dépasser et à résoudre les divisions de nationalités héritées du MPC.

Cette exigence est par ailleurs conforme à la signification que donnait Lénine du 'droit des nations à disposer d'elles-mêmes' et était par avance une critique de la politique stalinienne en la matière conforme, elle, à celle de la bourgeoisie mondiale.

« Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation politique d'avec la nation qui les opprime. Concrètement, cette revendication de la démocratie politique signifie l'entière liberté de propagande en faveur de la séparation et la solution de ce problème par la voie d'un référendum au sein de la nation qui se sépare. Ainsi, cette revendication n'a pas du tout le même sens que celle de la séparation, du morcellement, de la formation de petits Etats. Elle n'est que l'expression conséquente de la lutte contre toute oppression nationale. Plus le régime démocratique d'un Etat est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation, car les avantages des grands Etats, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables, et ils augmentent sans cesse avec le développement du capitalisme. Reconnaître le droit d'autodétermination n'équivaut pas à reconnaître le principe de la fédération. On peut être un adversaire résolu de ce principe et être partisan du centralisme démocratique, mais préférer la fédération à l'inégalité nationale, comme la seule voie menant au centralisme démocratique intégral. C'est précisément de ce point de vue que Marx, tout en étant centraliste, préférerait même la fédération de l'Irlande avec l'Angleterre à l'assujettissement forcé de l'Irlande par les anglais.

Le socialisme a pour but, non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits Etats et tout particularisme des nations, non seulement de rapprocher les nations, mais aussi de réaliser leur fusion. Et, précisément pour atteindre ce but, nous devons, d'une part, expliquer aux masses le caractère révolutionnaire de l'idée de Renner et de O. Bauer sur ce qu'ils appellent 'l'autonomie nationale culturelle' et, d'autre part, revendiquer la libération des nations opprimées, non pas en alignant des phrases vagues et générales, des déclamations vides de sens, non pas en 'ajournant' la question jusqu'à l'avènement du socialisme, mais proposant un programme politique clairement et exactement formulé, qui tienne tout particulièrement compte de l'hypocrisie et de la lâcheté des socialistes des nations oppressives. De même que l'humanité ne peut aboutir à l'abolition des classes qu'en passant par la période de transition de la dictature de la classe opprimée, de même elle ne peut aboutir à la fusion inévitable des nations qu'en passant par la période de transition de la libération complète de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de la liberté pour elles de se séparer. »

Lénine, *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles mêmes*, (thèses), in Œuvres, T. 22, P. 155-170.

La pratique de Lénine durant les six années où il dirigea effectivement la dictature ouvrière en Russie a toujours été parfaitement conforme à ces thèses, et permit ainsi au jeune régime révolutionnaire de commencer à résoudre (et non supprimer) la question de l'oppression nationale dans le cadre même du maintien du bastion soviétique. Aujourd'hui, plus que jamais, cette solution concrète donnée par Lénine s'avère d'une pertinence et d'une justesse pratique inégalée.

2) La politique économique de la dictature du prolétariat (1917-24)

A. La situation réelle de l'économie héritée par l'Etat ouvrier

Nous allons maintenant aborder la question fondamentale de la politique économique, ou plus exactement des politiques économiques, que la dictature du prolétariat a dû mener, sous la direction du parti bolchevik dans les différentes phases de sa brève existence. Il est presque évident de rappeler la situation catastrophique de l'économie

russe ruinée et partiellement détruite par trois années de guerre mondiale. Comme le note brillamment K. Radek :

« La première question à laquelle la révolution fut confrontée - et qui fut une question de vie et de mort fut celle de son attitude par rapport à la guerre. La révolution qui était née de la faillite du tsarisme dans la guerre et de la misère des masses engendrées par elle, porta ses coups de hache aux racines mêmes de la guerre. Si elle n'avait pas été capable de tuer la guerre, la guerre l'aurait abattue avec la même hache. »

Les voies de la révolution russe, EDI, P. 49 (cf. notre chapitre sur la guerre et la révolution).

Et comme le souligne E. H. Carr, le premier coup de fouet donné à l'industrie par la guerre se transforma rapidement en son contraire :

« Mais en Russie, compte tenu de l'indigence de l'équipement industriel, de l'éloignement des principales sources de fournitures, du bas rendement de la main oeuvre et de la faiblesse de l'organisation industrielle et politique, la réaction fut moindre qu'ailleurs, et le maximum fut vite atteint. Dès 1916, la fatigue de la guerre, le manque de fournitures essentielles et l'usure du matériel et des machines se faisait sentir, la production commença à baisser. »

Carr, idem, T. II, P. 65.

N. Boukharine et E. Préobrajenski tracent un portrait saisissant de la situation :

« La guerre consumait toutes ses forces. La plupart des usines étaient obligées de travailler pour la guerre et de fabriquer le matériel pour oeuvre de destruction. En 1915, des 11 milliards et demi de budget national, 6 milliards furent employés aux dépenses de guerre. Déjà au début de la Révolution, on pouvait se rendre compte des effroyables conséquences de la guerre. La production des usines métallurgiques baissa de 40%, celle des fabriques textiles de 20%, de même la production du charbon, de la fonte, du fer, de l'acier, diminuait rapidement. Du 1er Mars au 1er Août 1917, 568 entreprises furent fermées, et plus de 100.000 prolétaires furent jetés sur le pavé. La dette de l'Empire atteignait un chiffre fantastique et, de jour en jour, la situation du pays s'aggravait. C'est ainsi que le prolétariat, ayant saisi le pouvoir en Octobre 1917, se trouvait devant une tâche extrêmement difficile : organiser la production socialiste dans un pays complètement ruiné. »

N. Boukharine et E. Préobrajenski, *L'ABC du communisme*, 1919. T. II, Petite collection Maspéro. P. 8.

C'est dans ce contexte que Lénine va indiquer dès avril 1917 les lignes de force des tâches du prolétariat dans la révolution :

« Il faut absolument exiger et, autant que possible réaliser par la voie révolutionnaire des mesures comme la nationalisation du sol, de toutes les banques et de tous les syndicats capitalistes ou, à tout le moins, un contrôle immédiat des Soviets des députés ouvriers et autres sur ces établissements, mesures qui n'ont rien à voir avec l'introduction' du socialisme (nous soulignons). Sans ces mesures, qui ne constituent que le premier pas vers le socialisme et sont parfaitement réalisables du point de vue économique, il est impossible de guérir les blessures causées par la guerre et de conjurer la catastrophe

imminente. Et le parti du prolétariat révolutionnaire n'hésitera jamais à porter atteinte aux profits exorbitants des capitalistes et des banquiers qui s'enrichissent de façon particulièrement scandaleuse justement du fait de la guerre. »

Lénine, *Les tâches du prolétariat dans notre révolution*, avril 1917, Œuvres, T. 24, P. 66-67.

Dans le *Manifeste du parti communiste*, Marx et Engels définissaient de la même manière les grandes lignes de la politique économique du prolétariat au pouvoir :

« Le prolétariat utilisera sa suprématie politique pour enlever pas à pas tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les éléments de production dans les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dirigeante, et pour augmenter l'ensemble des forces productives aussi rapidement que possible. »

Marx-Engels, *Le manifeste du parti communiste*, UGE, P. 44.

Ces indications de nos maîtres sont à méditer longuement ; on y voit en effet :

- 1) la nécessité de détenir d'abord, par la révolution, le pouvoir politique.
- 2) d'utiliser celui-ci afin de, 'pas à pas', déposséder graduellement la bourgeoisie et centraliser aux mains de l'Etat-prolétariat organisé en classe dirigeante – (Lénine traduit : les soviets) l'ensemble des fonctions économiques pour :
- 3) augmenter l'ensemble des forces productives aussi rapidement que possible et, en l'occurrence dans l'exemple russe, d'abord remédier au plus vite aux destructions causées par la guerre.

Ce processus est aussi le point central délimitant la position marxiste orthodoxe de celles à la fois anarchistes de 'révolution sociale' impliquant une transformation gestionniste de l'économie, sans prise du pouvoir politique (dont l'expérience espagnole a pratiquement démontré la faillite (1936-37) et social-démocrate de conquête graduelle du pouvoir, par des réformes compatibles avec la dictature du capital.

La position marxiste de la prise du pouvoir s'articule ainsi autour de deux axes : l'expropriation de la bourgeoisie (complémentaire de la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie) et la nationalisation sous contrôle soviétique de la grande industrie. Encore une fois il s'agit bien de différencier la nationalisation dans le cadre bourgeois de celle sous la domination ouvrière.

« Nationaliser signifie transfert à l'Etat (...). Quand c'est la bourgeoisie qui est la classe dominante de la société et que c'est elle qui nationalise les trusts et les syndicats, il n'y a aucune expropriation de la bourgeoisie. (...) Elle remet tout à son Etat à elle. C'est toujours elle, la bourgeoisie, qui reste l'exploiteur de la classe ouvrière et celle-ci continue comme auparavant à travailler non pas pour elle-même, mais pour son ennemi de classe (...). Un tout autre résultat est obtenu quand la nationalisation se produit sous la domination du prolétariat. (...) Dans ce cas l'expropriation de la bourgeoisie est réalisée efficacement, la bourgeoisie est alors privée de ses richesses, de sa domination, de sa force et de sa puissance. (...) De même, par la nationalisation prolétarienne, les travailleurs ne perdent rien du fait qu'ils ne sont pas possesseurs individuels de leurs usines car les usines appartiennent à la classe ouvrière qui s'appelle l'Etat soviétique. »

N. Boukharine - E. Préobrajenski, *ABC du communisme*, 1919, T. II, P. 88-89.

La question que le prolétariat se pose après l'expropriation de la bourgeoisie (nationalisation des usines, trusts, banques, etc. ...) est nécessairement la question du développement des

forces productives afin de satisfaire le plus vite possible les besoins ouvriers et de prendre des mesures afin de 'gagner du temps' dans une perspective de généralisation de la révolution. Par rapport à cette nécessité aucun dogmatisme ou radicalisme de la phrase ne peut nous avancer, bien au contraire. Seule la réalité économique, l'état réel des forces productives matérielles peut nous imposer les premières mesures. En effet, tout va dépendre et a dépendu dans l'exemple russe de l'état de l'économie qu'hérite la dictature ouvrière, état qui bien évidemment dans une situation de guerre est catastrophique. Et comme va le théoriser magistralement Boukharine :

« Tous ces processus se réalisèrent dans les conditions d'une énorme destruction des forces productives. La réorganisation structurelle s'accompagna d'une régression des forces productives. »

N. **Boukharine**, *L'économie de la période de transition*, 1921, EDI, P. 75.

Ainsi, en période révolutionnaire les bolcheviks vont constater l'inévitabilité de la phase de désintégration de l'appareil technique de la société.

« La révolution communiste du prolétariat s'accompagne, comme toute autre révolution, d'une diminution des forces productives. La guerre civile, les dimensions gigantesques à la mesure de la guerre de classe moderne où non seulement la bourgeoisie mais aussi le prolétariat sont organisés en pouvoir d'Etat, signifie une pure perte sur le plan économique et du point de vue de la reproduction immédiate des cycles. »

N. **Boukharine**, idem, P. 88.

C'est ce qu'appelle Boukharine la « reproduction négative élargie » produite des « faux-frais réels de la révolution » dont :

*« *La destruction physique d'éléments de la production.*

**La disqualification des éléments productifs*

**La rupture des liens entre les éléments de la production.*

**La redistribution des forces productives dans le sens de la consommation non-productive (nécessité due au développement du processus révolutionnaire mondial, armée rouge, propagande, etc. ...). »*

Cf. N. **Boukharine**, Chapitre VI, idem, P. 125.

Face à ce tableau, le prolétariat organisé en classe dominante ne peut réagir que par l'application, de vieux principes communistes :

« 'Qui ne travaille pas ne mange pas' ou mieux dit : c'est pourquoi le passage au système de l'obligation générale du travail, c'est-à-dire l'entrée de longues masses non prolétaires, dans le processus du travail de l'Etat prolétarien, en premier lieu des masses paysannes apparaît comme une nécessité impérieuse. »

N. **Boukharine**, idem, P. 139.

De la même manière dans notre manifeste de Parti il est énuméré pour les pays les plus avancés différentes mesures parmi lesquelles :

« 8. Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture. »

Marx-Engels, *Le manifeste du parti communiste*, UGE, P. 45.

Ce à quoi répond, on ne peut plus fidèlement, la constitution de la République, qui lance le slogan '*qui ne travaille pas ne mange pas !*'

In **Desolre**, *Les 4 constitutions soviétiques 1917-77*, Ed. Savelli, P. 21.

Face donc à l'état déplorable de l'économie et même du processus de « *reproduction négative élargie* », la dictature ouvrière ne peut agir que par la mobilisation maximale des forces productives, dont la principale demeure la classe ouvrière. Comme le note le bolchevik **Kritsman** dans son article « *Le développement des forces productives et la dictature du prolétariat* » :

« Mais le prolétariat se distingue des autres forces productives (machines, matériaux etc....) parce qu'il réagit par la rébellion à la destruction qui le menace. La période de la crise est une période de réveil de la rébellion révolutionnaire du prolétariat. La révolution du prolétariat lui-même n'est rien d'autre que la réaction du prolétariat contre la tendance de la bourgeoisie à atténuer le gaspillage par la destruction de celui-ci et à réduire l'inactivité des forces qui lui appartiennent pour éloigner la crise provoquée par l'anarchie du mode de production capitaliste. »

Cité par **Boukharine**, idem, P. 133 et annoté par **Lénine** avec le commentaire : *Très juste !*.

Et à Boukharine de continuer :

« La constitution d'une force productive humaine collectivement agissante est le point de départ des entreprises ultérieures. Les transports, l'approvisionnement en combustibles, matières premières et denrées alimentaires, représentent les sphères de travail les plus importantes dans un premier temps. Le développement peut alors débiter selon une ligne ascendante, développement qui s'accompagne d'un puissant essor technique. »

N. **Boukharine**, idem, P. 13⁷.

(Suite au prochain numéro)

⁷ Nous pourrions multiplier les citations de Lénine, Boukharine, Preobrajenski (*La nouvelle économie*) et d'autres théoriciens bolcheviks. Nous tenons à souligner l'importance de ces travaux (dont le fameux débat sur la valeur) ainsi que (contre les légendes communes au stalinisme et à l'ultra-gauche) le niveau excessivement élevé de ces contributions (nous pensons outre les auteurs déjà cités à d'autres tels que Roubine, Trotsky, Piatakov, Riazanov, Radek, Lapidus, Larine, Kritsman ...). De manière évidente l'une des raisons pour lesquelles notre mouvement utilise abondamment ces citations c'est non dans le sens vulgaire de l'argument d'autorité, mais afin de rappeler l'importance du travail théorique du marxisme orthodoxe et de faire naître l'envie et la volonté chez nos lecteurs et sympathisants de compléter leur lecture par celle d'ouvrages classiques fondamentaux qui matérialisent au plus haut niveau théorique la réalité du processus révolutionnaire qui se déroulait de '17 à '24.
